

E 7616

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2011-2012

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
Le 23 août 2012

Enregistré à la Présidence du Sénat
Le 23 août 2012

TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

Virement de crédits n° DEC 24/2012 - Section III - Commission – budget
général - exercice 2012.

DEC 24/2012



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 31 juillet 2012 (17.08)
(OR. en)**

12929/12

FIN 590

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Monsieur Janusz LEWANDOWSKI, Membre de la Commission européenne
Date de réception:	30 juillet 2012
Destinataire:	Monsieur Vassos SHIARLY, Président du Conseil de l'Union européenne
Objet:	Virement de crédits n° DEC 24/2012 - Section III - Commission - budget général - exercice 2012

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission - DEC24/2012.

p.j.: DEC24/2012



COMMISSION EUROPÉENNE

BRUXELLES, LE 25/07/2012

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2012

SECTION III - COMMISSION TITRES 01, 02, 03, 04, 05, 06, 07, 08, 09, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 29, 32, 33

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 24/2012

EN EUROS

ORIGINE DES CRÉDITS

DU CHAPITRE - 40 01 RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES

Crédits provisionnels - Poste 01 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Affaires économiques et financières)	CND	- 329 267
Crédits provisionnels - Poste 02 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Entreprises)	CND	- 52 383
Crédits provisionnels - Poste 03 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Concurrence)	CND	- 14 967
Crédits provisionnels - Poste 04 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Emploi et affaires sociales)	CND	- 16 966
Crédits provisionnels - Poste 05 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Agriculture et développement rural)	CND	- 498 392
Crédits provisionnels - Poste 06 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Mobilité et transports)	CND	- 59 867
Crédits provisionnels - Poste 07 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Environnement et action pour le climat)	CND	- 89 800
Crédits provisionnels - Poste 08 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Recherche)	CND	- 4 490
Crédits provisionnels - Poste 09 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Société de l'information et médias)	CND	- 24 695
Crédits provisionnels - Poste 11 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Affaires maritimes et pêche)	CND	- 19 779
Crédits provisionnels - Poste 12 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Marché intérieur)	CND	- 97 284
Crédits provisionnels - Poste 13 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Politique régionale)	CND	- 16 463
Crédits provisionnels - Poste 14 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Fiscalité et union douanière)	CND	- 151 912
Crédits provisionnels - Poste 15 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Éducation et culture)	CND	- 29 933
Crédits provisionnels - Poste 16 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale de la communication: siège	CND	- 5 987
Crédits provisionnels - Poste 17 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Santé et protection des consommateurs)	CND	- 280 045
Crédits provisionnels - Poste 18 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Affaires intérieures)	CND	- 39 662

Crédits provisionnels - Poste 19 01 02 11 Autres dépenses de gestion du «Service des instruments de politique étrangère»	CND	- 16 345
Crédits provisionnels - Poste 20 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale du commerce	CND	- 37 417
Crédits provisionnels - Poste 21 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale du développement et de la coopération – EuropeAid	CND	- 29 933
Crédits provisionnels - Poste 22 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale «Élargissement»	CND	- 8 082
Crédits provisionnels - Poste 23 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Aide humanitaire)	CND	- 13 470
Crédits provisionnels - Poste 26 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Administration de la Commission)	CND	- 2 275
Crédits provisionnels - Poste 27 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale du budget	CND	- 10 028
Crédits provisionnels - Poste 27 01 02 19 Autres dépenses de gestion - Gestion non décentralisée (DG Budget)	CND	- 90 265
Crédits provisionnels - Poste 29 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Statistiques)	CND	- 29 933
Crédits provisionnels - Poste 32 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Énergie)	CND	- 23 947
Crédits provisionnels - Poste 33 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Justice)	CND	- 6 413

DESTINATION DES CRÉDITS

AU CHAPITRE - 0101 Dépenses administratives du domaine politique «Affaires économiques et financières» POSTE - 01 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	329 267
AU CHAPITRE - 0201 Dépenses administratives du domaine politique «Entreprises» POSTE - 02 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	52 383
AU CHAPITRE - 0301 Dépenses administratives du domaine politique «Concurrence» POSTE - 03 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	14 967
AU CHAPITRE - 0401 Dépenses administratives du domaine politique «Emploi et affaires sociales» POSTE - 04 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	16 966
AU CHAPITRE - 0501 Dépenses administratives du domaine politique «Agriculture et développement rural» POSTE - 05 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	498 392
AU CHAPITRE - 0601 Dépenses administratives du domaine politique «Mobilité et transports» POSTE - 06 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	59 867
AU CHAPITRE - 0701 Dépenses administratives du domaine politique «Environnement et action pour le climat» POSTE - 07 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	89 800
AU CHAPITRE - 08 01 Dépenses administratives du domaine politique «Recherche» POSTE - 08 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	4 490
AU CHAPITRE - 0901 Dépenses administratives du domaine politique «Société de l'information et médias» POSTE - 09 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	24 695
AU CHAPITRE - 1101 Dépenses administratives du domaine politique «Affaires maritimes et pêche» POSTE - 11 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	19 779
AU CHAPITRE - 1201 Dépenses administratives du domaine politique «Marché intérieur»		

POSTE - 12 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	97 284
AU CHAPITRE - 1301 Dépenses administratives du domaine politique «Politique régionale»		
POSTE - 13 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	16 463
AU CHAPITRE - 1401 Dépenses administratives du domaine politique «Fiscalité et union douanière»		
POSTE - 14 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	151 912
AU CHAPITRE - 1501 Dépenses administratives du domaine politique «Éducation et culture»		
POSTE - 15 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	29 933
AU CHAPITRE - 1601 Dépenses administratives du domaine politique «Communication»		
POSTE - 16 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale de la communication: siège	CND	5 987
AU CHAPITRE - 1701 Dépenses administratives du domaine politique «Santé et protection des consommateurs»		
POSTE - 17 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	280 045
AU CHAPITRE - 1801 Dépenses administratives du domaine politique «Affaires intérieures»		
POSTE - 18 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	39 662
AU CHAPITRE - 1901 Dépenses administratives du domaine politique «Relations extérieures»		
POSTE - 19 01 02 11 Autres dépenses de gestion du «Service des instruments de politique étrangère»	CND	16 345
AU CHAPITRE - 2001 Dépenses administratives du domaine politique «Commerce»		
POSTE - 20 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale du commerce	CND	37 417
AU CHAPITRE - 2101 Dépenses administratives du domaine politique «Développement et relations avec les États ACP»		
POSTE - 21 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale du développement et de la coopération – EuropeAid	CND	29 933
AU CHAPITRE - 2201 Dépenses administratives du domaine politique «Élargissement»		
POSTE - 22 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale «Élargissement»	CND	8 082
AU CHAPITRE - 2301 Dépenses administratives du domaine politique «Aide humanitaire»		
POSTE - 23 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	13 470
AU CHAPITRE - 2601 Dépenses administratives du domaine politique «Administration de la Commission»		
POSTE - 26 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	2 275
AU CHAPITRE - 2701 Dépenses administratives du domaine politique «Budget»		
POSTE - 27 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale du budget	CND	10 028
POSTE - 27 01 02 19 Autres dépenses de gestion - Gestion non décentralisée	CND	90 265
AU CHAPITRE - 2901 Dépenses administratives du domaine politique «Statistiques»		
POSTE - 29 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	29 933
AU CHAPITRE - 3201 Dépenses administratives du domaine politique «Énergie»		
POSTE - 32 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	23 947
AU CHAPITRE - 3301 Dépenses administratives du domaine politique «Justice»		
POSTE - 33 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	6 413

INTRODUCTION

L'autorité budgétaire a placé en réserve (sur la ligne 40 01 40) un montant de 2 000 000 EUR issu du sous-poste XX 01 02 11 03 (Réunions des comités), ce qui a une incidence sur les dépenses dans 28 domaines politiques (titres).

Pour que les crédits de cette réserve soient débloqués, la Commission devait modifier les règles concernant les groupes d'experts.

Comme il est indiqué dans la demande de virement DEC 5/2012, la Commission répond activement aux préoccupations du Parlement européen au sujet de ces règles, en s'engageant notamment à accroître la transparence des activités menées par les groupes d'experts et à passer en revue chacun des groupes existants afin de remédier à d'éventuels déséquilibres dans leur composition et de s'assurer que des lobbyistes et des dirigeants d'entreprises ne siègent pas dans des groupes d'experts «à titre personnel». En conséquence, la Commission a demandé, le 19 avril 2012, le déblocage du montant inscrit en réserve (DEC 5/2012).

Le virement DEC 5 a été approuvé par le Conseil en avril. Le 8 mai, la commission des budgets du Parlement européen a rejeté la demande de virement, jugeant insuffisants les progrès accomplis au sujet des 4 conditions à remplir pour débloquer les crédits de la réserve, à savoir:

1. éliminer les exceptions à l'obligation d'une composition équilibrée des groupes d'experts (nature technique + experts «à titre personnel»). Interdire qu'une seule catégorie d'intérêts (entreprises, syndicats ou autres) ait la majorité des sièges non attribués aux pouvoirs publics et à l'UE dans un groupe d'experts. Fournir des garanties contre la mainmise d'intérêts particuliers et corporatistes;
2. interdire que des lobbyistes et des dirigeants d'entreprises siègent dans des groupes d'experts «à titre personnel». La Commission devrait préciser si les membres d'un groupe d'experts le sont en tant que parties prenantes ou en tant qu'experts agissant dans l'intérêt public. Dans ce dernier cas, il y a lieu de contrôler attentivement l'absence de conflit d'intérêts, et la «déclaration d'activités professionnelles» des experts concernés devrait se trouver dans le domaine public;
3. adopter des critères de sélection communs dans l'ensemble des directions générales, qui garantissent un équilibre entre les différentes catégories de parties prenantes et l'absence de conflit d'intérêts pour les experts, établir une procédure de sélection ouverte et obligatoire, avec un appel public, et donner à chaque groupe d'experts un mandat, qui est publié et qui va au-delà d'une simple représentation des autorités des États membres;
4. toutes les informations concernant les membres (y compris les affiliations), les ordres du jour, les procès-verbaux et les contributions des participants devraient être disponibles en ligne, à moins qu'il n'y ait une raison claire, et publiée, de ne pas fournir cette information. Les rapports des groupes devraient être publiés avant leur adoption par la Commission.

Le document d'appui joint fait état des résultats de l'enquête réalisée par les services de la Commission et des progrès notables accomplis pour chacune des quatre conditions, témoignant du fait que la Commission s'engage pleinement pour la mise en conformité des règles sur les groupes d'experts.

Le montant de 2 millions d'EUR en réserve représente 15 % des crédits totaux destinés aux comités. La Commission tient aussi à rappeler qu'entre 2007 et 2012, les dépenses en faveur des comités ont déjà subi une réduction de plus de 50 %, dans le cadre des efforts fournis par la Commission pour maîtriser les dépenses administratives.

La Commission sollicite en conséquence le déblocage de la réserve sur les dépenses en faveur des comités, car cette réserve entrave fortement la bonne marche des activités communautaires relevant de cette procédure. Les invitations aux réunions des comités constituent un engagement juridique de la part de la Commission vis-à-vis des représentants des États membres (droit au remboursement des frais de voyage et de séjour) et doivent, conformément aux dispositions de l'article 77 du règlement financier, être couvertes par un engagement budgétaire préalable (réservation de crédits). Les crédits d'engagement sont requis longtemps avant la date de la réunion, tandis que les crédits de paiement sont consommés lorsque les participants aux comités introduisent leurs demandes de remboursement.

En conséquence, la Commission sollicite que le montant correspondant de 2 millions d'EUR, inscrit à l'article 40 01 40, soit débloqué au profit du poste XX 01 02 11.

Ligne / Intitulé								
CND/ CE/CP	Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)
01 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Affaires économiques et financières» - Autres dépenses de gestion								
CND	5.127.344	0	1.119.981	5.501.292	746.033	329.267	6,42%	1.075.300
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	329.267	0	0	0	329.267	-329.267	-100,00%	0
02 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Entreprises» - Autres dépenses de gestion								
CND	4.881.377	0	0	4.461.168	420.209	52.383	1,07%	472.592
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 02 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	52.383	0	0	0	52.383	-52.383	-100,00%	0
03 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Concurrence» - Autres dépenses de gestion								
CND	5.123.619	0	1.505.034	2.502.834	4.125.819	14.967	0,29%	4.140.786
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 03 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	14.967	0	0	0	14.967	-14.967	-100,00%	0
04 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Emploi et affaires sociales» - Autres dépenses de gestion								
CND	5.101.560	0	250.000	4.642.219	709.341	16.966	0,33%	726.307
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 04 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	16.966	0	0	0	16.966	-16.966	-100,00%	0
05 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Agriculture et développement rural» - Autres dépenses de gestion								
CND	8.528.713	0	-451.256	4.832.388	3.245.069	498.392	5,84%	3.743.461
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 05 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	498.392	0	0	0	498.392	-498.392	-100,00%	0
06 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Mobilité et transports» - Autres dépenses de gestion								
CND	2.514.628	0	51.685	2.235.214	331.099	59.867	2,38%	390.966
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 06 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	59.867	0	0	0	59.867	-59.867	-100,00%	0
07 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Environnement et action pour le climat» - Autres dépenses de gestion								
CND	5.926.675	0	224.738	5.350.828	800.585	89.800	1,52%	890.385
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 07 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	89.800	0	0	0	89.800	-89.800	-100,00%	0
08 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Recherche» - Autres dépenses de gestion								
CND	392.244	0	0	356.513	35.731	4.490	1,14%	40.221

Ligne / Intitulé									
CND/ CE/CP	Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)	
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 08 01 02 11 - Autres dépenses de gestion									
CND	4.490	0	0	0	0	4.490	-4.490	-100,00%	
09 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Société de l'information et médias» - Autres dépenses de gestion									
CND	1.856.338	0	94.600	1.606.744	344.194	24.695	1,33%	368.889	
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 09 01 02 11 - Autres dépenses de gestion									
CND	24.695	0	0	0	24.695	-24.695	-100,00%	0	
11 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Affaires maritimes et pêche» - Autres dépenses de gestion									
CND	2.779.656	0	-155.075	2.340.228	284.353	19.779	0,71%	304.132	
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 11 01 02 11 - Autres dépenses de gestion									
CND	19.779	0	0	0	19.779	-19.779	-100,00%	0	
12 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Marché intérieur» - Autres dépenses de gestion									
CND	3.394.875	0	-50.000	2.864.624	480.251	97.284	2,87%	577.535	
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 12 01 02 11 - Autres dépenses de gestion									
CND	97.284	0	0	0	97.284	-97.284	-100,00%	0	
13 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Politique régionale» - Autres dépenses de gestion									
CND	3.094.285	0	40.000	2.797.225	337.060	16.463	0,53%	353.523	
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 13 01 02 11 - Autres dépenses de gestion									
CND	16.463	0	0	0	16.463	-16.463	-100,00%	0	
14 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Fiscalité et union douanière» - Autres dépenses de gestion									
CND	2.773.625	0	90.000	2.457.050	406.575	151.912	5,48%	558.487	
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 14 01 02 11 - Autres dépenses de gestion									
CND	151.912	0	0	0	151.912	-151.912	-100,00%	0	
15 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Éducation et culture» - Autres dépenses de gestion									
CND	3.361.487	0	0	2.867.449	494.038	29.933	0,89%	523.971	
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 15 01 02 11 - Autres dépenses de gestion									
CND	29.933	0	0	0	29.933	-29.933	-100,00%	0	
16 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Communication» - Autres dépenses de gestion de la direction générale de la communication: siège									
CND	3.299.156	0	657.000	3.166.258	789.898	5.987	0,18%	795.885	
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 16 01 02 11 - Autres dépenses de gestion de la direction générale de la communication: siège									
CND	5.987	0	0	0	5.987	-5.987	-100,00%	0	
17 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Santé et protection des consommateurs» - Autres dépenses de gestion									
CND	9.661.525	0	-869.752	8.535.938	255.835	280.045	2,90%	535.880	

Ligne / Intitulé								
CND/CE/CP	Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 17 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	280.045	0	0	0	280.045	-280.045	-100,00%	0
18 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Affaires intérieures» - Autres dépenses de gestion								
CND	1.810.130	0	50.071	1.805.042	55.159	39.662	2,19%	94.821
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 18 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	39.662	0	0	0	39.662	-39.662	-100,00%	0
19 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Relations extérieures» - Autres dépenses de gestion du «Service des instruments de politique étrangère»								
CND	567.077	0	-91.586	389.300	86.191	16.345	2,88%	102.536
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 19 01 02 11 - Autres dépenses de gestion du «Service des instruments de politique étrangère»								
CND	16.345	0	0	0	16.345	-16.345	-100,00%	0
20 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Commerce» - Autres dépenses de gestion de la direction générale du commerce								
CND	4.359.091	0	-292	4.113.930	244.869	37.417	0,86%	282.286
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 20 01 02 11 - Autres dépenses de gestion de la direction générale du commerce								
CND	37.417	0	0	0	37.417	-37.417	-100,00%	0
21 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Développement et relations avec les États ACP» - Autres dépenses de gestion de la direction générale du développement et de la coopération - EuropeAid								
CND	6.767.892	0	-72.400	5.011.616	1.683.876	29.933	0,44%	1.713.809
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 21 01 02 11 - Autres dépenses de gestion de la direction générale du développement et de la coopération - EuropeAid								
CND	29.933	0	0	0	29.933	-29.933	-100,00%	0
22 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Élargissement» - Autres dépenses de gestion de la direction générale «Élargissement»								
CND	1.769.647	0	-128.282	1.509.643	131.722	8.082	0,46%	139.804
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 22 01 02 11 - Autres dépenses de gestion de la direction générale «Élargissement»								
CND	8.082	0	0	0	8.082	-8.082	-100,00%	0
23 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Aide humanitaire» - Autres dépenses de gestion								
CND	2.010.969	0	-55.000	1.647.381	308.588	13.470	0,67%	322.058
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 23 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	13.470	0	0	0	13.470	-13.470	-100,00%	0
26 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Administration de la Commission» - Autres dépenses de gestion								
CND	17.676.594	0	1.159.078	9.482.699	9.352.973	2.275	0,01%	9.355.248
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 26 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	2.275	0	0	0	2.275	-2.275	-100,00%	0

Ligne / Intitulé									
CND/ CE/CP	Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)	
27 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Budget» - Autres dépenses de gestion de la direction générale du budget									
CND	7.758.058	0	-111.000	5.242.035	2.405.023	10.028	0,13%	2.415.051	
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 27 01 02 11 - Autres dépenses de gestion de la direction générale du budget									
CND	10.028	0	0	10.028	10.028	-10.028	-100,00%	0	
27 01 02 19 - Dépenses administratives du domaine politique «Budget» - Autres dépenses de gestion - Gestion non décentralisée									
CND	9.309.894	0	-6.878.516	0	2.431.378	90.265	0,97%	2.521.643	
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 27 01 02 19 - Autres dépenses de gestion - Gestion non décentralisée									
CND	90.265	0	0	0	90.265	-90.265	-100,00%	0	
29 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Statistiques» - Autres dépenses de gestion									
CND	3.928.587	0	355.000	3.822.633	460.954	29.933	0,76%	490.887	
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 29 01 02 11 - Autres dépenses de gestion									
CND	29.933	0	0	0	29.933	-29.933	-100,00%	0	
32 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Énergie» - Autres dépenses de gestion									
CND	1.917.719	0	400.553	1.603.191	715.081	23.947	1,25%	739.028	
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 32 01 02 11 - Autres dépenses de gestion									
CND	23.947	0	0	0	23.947	-23.947	-100,00%	0	
33 01 02 11 - Dépenses administratives du domaine politique «Justice» - Autres dépenses de gestion									
CND	1.441.795	0	66	1.427.231	14.630	6.413	0,44%	21.043	
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 33 01 02 11 - Autres dépenses de gestion									
CND	6.413	0	0	0	6.413	-6.413	-100,00%	0	
					Total PRÉLÈVEMENT CND	-2.000.000			
					Total RENFORCEMENT CND	2.000.000			

RESULTS OF THE SURVEY CARRIED OUT BY COMMISSION SERVICES

The results of the survey carried out by Commission services and the significant progress made in meeting the 4 conditions set by Parliament are illustrated below:

- **Condition N°1: Scrap exceptions in the obligation to have a balanced composition of expert groups (technical nature + experts in "personal capacity"). Prohibit a single interest category.**

- In March this year, the Commission committed to conduct a complete review of existing expert groups which are not exclusively composed of national authorities, with a view to assessing their composition. Any possible modification of the composition of groups will be the result of a specific assessment of the membership of individual groups, taking into account the work to be carried out, interests at stake, as well as other opportunities that citizens and stakeholders are given to express their views.
- Follow-up ensured - Current state of play:
 - Each Commission department has embarked upon a review of all expert groups under its responsibility which are not exclusively composed of public authorities, with a view to assessing their composition along the following lines:
 - Aiming, via a bottom-up approach, at revising and better balancing advisory groups. A modernised and rationalised civil society dialogue-system based on principles of openness, transparency and flexibility has been devised, culminating in a formal consultation of stakeholders. All relevant members will in future be selected via public calls for application.
 - Identifying groups where the balance among stakeholders could be improved and, when necessary, reducing the number of members from one specific group in order to rebalance the general composition.
 - Opening Member States groups of competent authorities to an extended list and participation of observers.
 - Rationalising and re-shaping groups to achieve a more balanced representation of concerned stakeholders.
 - Ensuring that the civil society organisations are informed of opportunities.
 - In total, Commission services have committed to re-balance the membership of more than fifty groups, many of which dealing with politically sensitive issues (see Annex 1). Given the number of groups concerned, the complexity of some of the processes leading to the modification of groups' membership, as well as the institutional constraints (reforms of EU policies and programmes), in a number of cases it will take some time before changes can be fully implemented. However, even if it will take some time before the composition of all of these groups can be completely changed, there is a firm political commitment taken vis-à-vis the Parliament.

The review has also contributed to closing and removing from the Register more than fifty groups which do not operate anymore or which need to be reshaped. Furthermore, eleven groups set up at the start of FP7, managed by DG RTD, will be closed down by the end of the summer.

- **Condition N° 2: Ban lobbyists and corporate executives sitting in expert groups in a 'personal capacity'.**

- The Commission confirmed in March its determination to ensure that the new, more stringent provisions on conflicts of interest are fully implemented for future expert groups and committed to conduct a review of existing groups which include members appointed in a personal capacity, with a view to ensuring that the rules are fully respected in all existing groups, taking remedial actions where this would not be the case, and reporting to the Parliament on the outcome of the above review by the summer.

- Follow-up ensured - Current state of play:
 - Each Commission department has carried out a review of the expert groups placed under its responsibility, which include members appointed in a personal capacity (31 in total), with a view to ensuring that the rules on conflict of interests are respected.
 - As a result, it was clarified in the Register of Commission Expert Groups and Other Similar Entities¹ (hereinafter referred to as "the Register") that some or all members of 18 groups are representatives of stakeholders (or in a few cases of the Member States) and not as experts appointed in a personal capacity acting in the public interest, as was previously indicated. For some of them, formalisation of these changes will require amending Commission decisions which set up the groups concerned. Due to administrative constraints, in the case of 13 Coal and Steel technical groups placed under the responsibility of DG RTD, clarification will have occurred by the end of the summer.
 - For all of them, the Commission has increased transparency by publishing, as of April 2012, all relevant documents flowing from expert groups.
- **Condition N° 3: Common selection criteria throughout all DGs that guarantee balance among different categories of stakeholders and absence of conflict of interests for experts and establish an obligatory open selection process with a public call and a published mandate of each expert group which goes beyond a simple representation of Member States authorities.**
 - The Commission committed to ensure that all relevant provisions concerning selection of members of expert groups are fully implemented, including selection via public calls for application and full transparency on the procedures used to select members of each expert group by publishing related information in the Register.
 - Follow-up ensured - Current state of play:
 - All Commission departments are bound by horizontal rules on Commission expert groups adopted by the College. These rules foresee that:
 - Where individual experts are appointed in their personal capacity, public calls for applications shall be used as far as reasonably practicable.
 - Where a call for applications is not reasonably practicable (for example where very specific expertise is required), the choice of experts shall be made on the basis of objectively verifiable criteria.
 - Where individual experts are appointed to represent an interest or where organisations are appointed as members of expert groups, Commission services shall, as far as possible, ensure a balanced representation of relevant stakeholders, while taking into account the specific tasks of the expert group and the type of expertise required.
 - Experience shows that where selection is made through calls for applications, potentially interested stakeholders are informed by relevant Commission departments, including through the publication of calls on web pages, which stakeholders are familiar with. Often NGOs, organisations from civil society or even SMEs, which are invited by Commission departments to become members of expert groups, refuse to participate. This is due to a number of factors, including lack of stakeholder's resources to participate. In this respect, it should be underlined that the Commission reimburses travel and subsistence expenses incurred by participants in the activities of expert groups, and that no stakeholder is excluded from reimbursement – as recalled in rules on reimbursement explicitly mentioned in the Register <http://ec.europa.eu/transparency/regexpert/faq.cfm?aide=2> (last bullet point under "How do Commission expert groups work?").

¹ <http://ec.europa.eu/transparency/regexpert/>

- **Condition N°4: All membership information (incl. affiliations), agendas, minutes and participants' submissions should be available on-line unless there is a clear and published reason for not providing this info. Reports of groups should be published before adoption.**
 - With the new Register set up in December 2010, the Commission has enhanced transparency in the area of expert groups in many ways. This new Register now provides more accurate information, notably on the type of entities listed, the groups' membership, the procedures used to select members of groups, as well as the activities carried out by groups. The presentation and readability of data encoded has also been improved.
 - Follow-up ensured - Current state of play:
 - All Services have been clearly instructed to follow up on the commitments taken by the Commission concerning publication of documents.
 - These rules apply to the activities of all groups as of 1 April 2012. The only possible exceptions – which are to be duly justified- are those falling under Regulation 1049/2001 regarding public access to European Parliament, Council and Commission documents².
 - Substantial progress has been achieved with the set up of the new Register in December 2010 and the commitment taken to full publication of documents. NB: Given the collective nature of groups' work, groups normally adopt their opinions, recommendations or reports by consensus. In some cases, groups vote on documents. Where this is the case, minority opinions are duly published.

² Regulation (EC) No 1049/2001 of the European Parliament and of the Council of 30 May 2001 regarding public access to European Parliament, Council and Commission documents, Official Journal L 145/43.

**SUMMARY OF THE MAIN INITIATIVES TAKEN, AS A RESULT OF THE REVIEW
CARRIED OUT BY THE COMMISSION SERVICES**

DG AGRI is in the process of initiating a survey of stakeholders leaving them sufficient time over the summer to reply to a questionnaire, with a view to achieving via a bottom-up approach, a revision and better balancing of thirty advisory groups set up by Commission Decision 2004/391/EC. After thorough analysis of the replies, a modernized and rationalised Civil Society Dialogue-system based on principles of openness, transparency and flexibility will be devised, culminating in a formal consultation of stakeholders. Members will be selected following public calls for application. This bottom-up approach will need time, meaning that the process is likely to last until some point in 2013. Some of the advisory groups include working groups/subgroups. For these, a separate analysis has been done and has shown that for some of them action is needed in order to achieve a better balancing.

Finally, DG AGRI has already modified the composition of the "Groupe d'experts pour la fourniture de denrées alimentaires au bénéfice des personnes les plus démunies de la Communauté" in order to improve, inter alia, the geographical balance of the organisations which are members of this group.

DG ENTR has conducted an analysis to identify those groups where the balance among stakeholders could be improved. As a result, seventeen groups where there appears to be Industry over-representation were identified. In these cases, DG ENTR will seek to either invite additional non-industry stakeholders (consumer representatives, non-governmental organisations [NGOs]) or to reduce the number of members from Industry in order to rebalance the composition of the group. The aim is for these groups to have a modified and balanced composition by the start of 2013 at the latest. This is the list of the groups in question:

- Working group on Motor Vehicles
- Working group on Motorcycles
- Working group on Agricultural Tractors
- Fertilisers Working group
- Working group Measuring Instruments
- Advisory Committee on Community Policy regarding Forestry and Forest-based Industries
- Expert group on the Annual European Tourism Forum
- Working group on Explosives
- Eco-design Consultation forum
- Ferrous and non-ferrous metals competitiveness expert group
- Strategic Advisory Board on Competitiveness and Innovation (STRABO)
- High Level Forum for a Better Functioning Food Supply Chain
- CARS 21
- European Multi-Stakeholders Platform on ICT Standardisation
- Expert group on the revision of the LeaderSHIP strategy
- Ad-hoc Advisory Group on Non-Annex I Products
- Raw Materials Supply group

DG ENTR will also apply a new approach to the creation of expert groups in the future, with a view to ensuring full transparency and a fair representation of interests.

DG ENV will modify two important groups placed under its responsibility. The first group is the "Competent authorities for Registration, Evaluation, Authorisation and restriction of Chemicals (REACH) and Classification, Labelling and Packaging (CLP)". This group is composed of Member States' competent authorities and a number of stakeholders were appointed as observers. DG ENV has agreed to extend the list of observers to include more non-industry groups and has, therefore, decided to open up the participation to a number of non-industry groups. DG ENV will identify the possible organisations and will contact them by direct invitation, by the end of July. The second group is the "Expert group on the exchange of information on best available techniques related to industrial emissions". Although, the main environmental NGO at EU level (European Environmental Bureau [EEB]) is already member of this group, DG ENV will actively promote the participation of other environmental NGOs having an acceptable degree of European representation by making a call for applications on the Europa website by 16.07.2012 regarding the Industrial Emissions Directive and by contacting potentially interested NGOs by letter.

DG MARKT has conducted in 2011 a comprehensive review of all existing nongovernmental expert groups advising the DG in the area of financial services, in order to rationalise the groups and to ensure that consumers, retail investors, SMEs and trade unions' representatives are represented. Six Expert Groups were abolished³. As a result six expert groups are still operational⁴. One of them, the "Payment Market Systems Expert Group" (PSMEG), has been re-shaped to achieve a more balanced representation of concerned stakeholders. In terms of composition of the operational expert groups in the area of financial services, industry representatives account for 28% of total places (20% for members representing the financial services industry) while 50% of places are attributed to consumers, Trade Unions, SMEs and academics.

DG MARE envisages modifying two important expert groups placed under its responsibility. First, with a view to modernising and adapting the consultation of stakeholders on horizontal aspects of the Common Fisheries Policy (CFP) a new and leaner structure of the "Advisory Committee on Fisheries and Aquaculture" is envisaged in the framework of the CFP reform, reinforcing inter alia the representation of small scale fisheries in a future expert group. Second, concerning the "Regional Advisory Councils" (RACs), as part of the CFP Reform, the role and functioning of advisory bodies on regional and other aspects of the CFP has to be adapted to a more decentralised framework; it is also envisaged to adapt the balance of stakeholder interests and to ensure adequate representation of small scale fishermen within the RACs.

In July, DG CONNECT will launch a call for interest concerning two groups: the "Advisory Group – ICT Infrastructure for energy-efficient buildings and neighbourhoods for carbon-neutral cities" and the "Expert group on the security and resilience of communication networks and information systems for smart grids". In both cases, DG CONNECT will take initiatives with potentially interested civil society organisations in order to ensure that they are aware of the opportunity.

DG EAC intends, in the context of the new programs in the domain of Education and Culture as of 2014, to do a review of all expert groups placed under the responsibility of the DG. It implies that actions may be carried out in the near future to review both the mandate and the composition of these groups.

The two Advisory Groups set up under the Research Fund for Coal and Steel, which are under the responsibility of DG RTD, are governed by a Council decision dating from 2008, which specifies the sectors that should be represented and affirms that the experts are present in a personal capacity. Following a monitoring and assessment exercise, the decision is due to be reviewed in 2013; the Commission will propose the necessary amendment at that stage.

³ The European Corporate Governance Forum, the Standards Advice Review Group, the Expert Group on Financial Education, the Group of Experts in Banking Issues, the Expert Group on Market Infrastructure, the Tax Barriers Business Advisory Group.

⁴ The Financial Services User Group-FSUG, the Group of financial services employees' representatives-'Uni-Europa', the Expert Group on disclosure of non-financial information by EU Companies, the Insolvency Law Group of Experts, the High Level Expert Group on reforming the structure of the EU banking sector and the Payment Market Systems Expert Group-PSMEG.

GROUPS WHERE MEMBERSHIP WAS OR WILL BE SHORTLY CLARIFIED IN THE REGISTER

DG ENTR - 7 groups:

- Strategic Advisory Board on Competitiveness and Innovation
- European design leadership board
- Expert Group on the cross-border matching of innovative firms with suitable investors
- FP7 Space Advisory Group
- FP7 Security Advisory Group
- Galileo FOC (full operational capacity) Timing Interface Expert Group
- Galileo Geodetic Reference Interface Working Group

DG RTD - 13 groups⁵:

- Technical Group Coal 1 "Coal mining operation, mine infrastructure & management, unconventional use of coal deposits"
- Technical Group Coal 2 "Coal preparation, conversion and upgrading"
- Technical Group Coal 3 "Coal combustion, clean and efficient coal technologies, CO2 capture"
- Technical Group Steel 1 "Ore agglomeration and Ironmaking"
- Technical Group Steel 2 "Steelmaking processes"
- Technical Group Steel 3 "Casting"
- Technical Group Steel 4 "Hot and cold rolling processes"
- Technical Group Steel 5 "Finishing and coating"
- Technical Group Steel 6 "Physical metallurgy and design of new generic steel grades"
- Technical Group Steel 7 " Steel products and applications for automobiles, packaging and home appliances"
- Technical Group Steel 8 "Steel products and applications for building, construction and industry"
- Technical Group Steel 9 "Factory-wide control, social and environmental issues"
- Coordination Group of Coal and Steel Technical Groups chairpersons

DG MARKT - 3 groups:

- Expert Group on e-Tendering
- Payment Systems Market Expert Group
- Insolvency Law Group of Experts

DG ENV - 2 groups:

- European Business Awards for the Environment
- National Coordinators of Mobility Wee

DG MOVE - 2 groups:

- Expert Group on Future Transport Fuels
- Maritime Transport on Short Sea Shipping and Motorways of the Sea

SG - 2 groups:

- High Level Group of Independent Stakeholders on Administrative Burdens
- High Level National Regulatory Experts

DG TAXUD - 1 group:

- Expert Group on Savings Taxation

DG MARE - 1 group:

- Marine Observation and Data Expert Group

⁵ Clarification on the membership of these groups will be accomplished by the end of the summer.